Emmanuel Macron : “Je veux qu’à n’importe quelle heure du jour et de la nuit les islamistes se sentent en danger en France. Nous allons donc livrer un combat à mort.”

21/10/2020 à 13h58





La Mare a

Et Macron créa un nouveau délit !

DE MÉMOIRE de conseiller de l'Elysée, jamais Emmanuel Macron n'a été aussi remonté que depuis l'assassinat du professeur Samuel Paty. Pour la première fois aussi, il a paru marqué physiquement dans les diverses réunions qu'il a tenues depuis le drame.

« La peur doit changer de camp, a-t-il martelé, le 18 octobre, en préambule au Conseil de défense. *Je veux qu'à n'importe quelle heure du jour et de la nuit les islamistes se sentent en danger en France. »*

En petit comité, il a remis ça, toujours sur le mode guerrier :

« L'ennemi est clairement identifié. Il veut notre mort. Nous allons donc livrer un combat à mort... La République est bonne fille, mais elle ne se laissera pas violer. Si nous ne prenons pas ce combat à bras-le-corps, viendra le temps des affrontements et des milices. Nous allons décapiter les organismes islamistes. »

Dix associations seraient ciblées précisément, dont le CCIF (le Collectif contre l'islamophobie en France) et BarakaCity. Vingt-huit autres feraient l'objet d'un examen renforcé.

« Ceux des fichés S qui peuvent être expulsés le seront, a continué le chef de l'Etat. *Ceux dont les pays d'origine ne veulent pas ne perdent rien pour attendre. Nous allons employer tous les moyens pour convaincre ces pays de les reprendre, pressions diplomatiques, économiques, commerciales. »* Macron, encore :

« Les Etats qui encouragent le salafisme sur notre sol doivent être considérés comme des Etats hostiles. »

Transmis à l'Arabie saoudite, qui n'a pas l'air d'être au courant de ce qui l'attend. Dans son élan, le chef de l'Etat a chargé Dupond-Moretti de revoir, en le durcissant, le projet de loi sur le renforcement de la laïcité, qui est toujours en gestation. Et d'étudier, notamment, s'il est possible juridiquement de créer un « délit de séparatisme » pour la défense des valeurs républicaines avec une circonstance aggravante en cas d'atteinte à la liberté d'enseigner.



Impressionnés par la détermination de leur patron, les conseillers juridiques de l'exécutif ont fait cramer leurs neurones lors d'une de leurs rencontres. En témoigne ce dialogue :

« On va virer rapidement 300 mecs fichés S, mais il reste environ 3 000 étrangers fichés S et considérés comme de dangereux radicalisés. Si les Etats concernés ne veulent pas les accueillir, il faudra prendre des mesures d'éloignement. »

Un autre conseiller s'étrangle :

« Un Guantánamo (le camp de Cuba où les Américains avaient regroupé les terroristes ou soupçonnés tels) *!*

– Non, pas comme à Guantánamo. A Guantánamo, il y avait des tortures. »

Ouf !

Le zéro pointé de Dupont-Aignan

Nicolas Dupont-Aignan, le

que le couvre-feu commence très tôt, dès 19 heures. Gérald Darmanin, qui voit mal ses policiers le faire respecter dans toutes les

La France qui se couche tôt

Le débat sur l'horaire a aussi eu lieu entre Macron et Castex.